

IRAK

EXECUTION BUDGETAIRE 2024

En 2024, l'Irak a exécuté 71% de son budget (115,8 Mds USD contre 163 Mds USD), ce qui s'explique partiellement par son adoption tardive en juin 2024. Cette exécution a été majoritairement tirée par le budget de fonctionnement, réalisé à 80% (contre 79% en 2023) tandis que le budget d'investissement affiche un taux d'exécution beaucoup plus faible à 46% (48% en 2023). Le budget de fonctionnement (96,3 Mds USD) représente 83% des dépenses totales, un niveau supérieur à la moyenne des dernières années qui s'élevait à 75%. Il est principalement consacré au paiement des salaires des agents publics (40%). Les dépenses d'investissement se sont élevées à 19,5 Mds USD. Les recettes totales se sont élevées à 108,3 Mds USD (contre 113,7 Mds USD budgétés) et sont principalement composées des recettes issues du secteur pétrolier (98,1 Mds USD, soit 91%). En raison de la faible exécution des dépenses, le déficit budgétaire, initialement attendu à 49,3 Mds USD pour l'année 2024, s'est finalement établi à 7,5 Mds USD.

1. Contexte général et adoption tardive du budget

En 2024, l'Irak a exécuté 71% de son budget, soit 115,8 Mds USD, contre les 163 Mds USD de crédits prévus. ce qui s'explique partiellement par son adoption tardive en juin 2024. Cette performance reflète la tendance structurelle du système budgétaire irakien : une forte priorité donnée aux dépenses courantes, au détriment des dépenses d'investissement. Ainsi, le budget de fonctionnement a été réalisé à 80 %, en légère hausse par rapport à 2023 (79 %), tandis que le budget d'investissement affiche un taux d'exécution nettement plus faible, à 46 %, légèrement inférieur à celui de l'année précédente (48 %). Cette dynamique confirme la difficulté persistante à transformer les prévisions d'investissement en dépenses effectives, un défi majeur pour la croissance à long terme et la diversification économique du pays.

L'adoption tardive des tableaux budgétaires pour l'année 2024 s'explique par le cadre particulier de la loi de finances triennale 2023-2025, approuvée le 12 juin 2023 par le Parlement. Pour mémoire, ce dispositif a été introduit pour pallier les retards budgétaires qui avaient conduit à l'absence de loi de finances en 2020 et en 2022. Le caractère pluriannuel de la loi permet en théorie d'assurer une certaine continuité de la dépense publique et de stabiliser la planification budgétaire. En pratique, si la loi triennale dispense le Parlement d'un vote complet pour les exercices 2024 et 2025, il conserve la responsabilité d'approuver chaque année les tableaux budgétaires proposés par le gouvernement. Ces tableaux peuvent être ajustés en fonction des prévisions de recettes, notamment celles liées aux exportations de pétrole.

2. Une structure des dépenses marquée par des déséquilibres persistants

L'analyse de la structure des dépenses révèle ainsi un déséquilibre marqué en faveur des dépenses de fonctionnement qui atteignent 96,3 Mds USD, soit 83% des dépenses totales, un niveau supérieur à la moyenne observée ces dernières années qui s'élevait à 75%. Cette dynamique traduit la prépondérance des charges incompressibles dans la gestion des finances publiques du pays.

Les dépenses de fonctionnement sont principalement consacrées à la rémunération et la protection sociale des agents publics. La masse salariale publique absorbe à elle seule 46,2 Mds USD, soit 40 % des dépenses totales, avec un taux d'exécution très élevé (95 % des crédits prévus). À cela s'ajoutent 20,5 Mds USD affectés aux dépenses de sécurité sociale, exécutées à hauteur de 98 %. Ces deux postes représentent plus de la moitié du budget exécuté, ce qui illustre la rigidité de la dépense et la difficulté à dégager des marges de manœuvre pour financer des politiques de développement. Les subventions publiques atteignent 12,7 Mds USD mais leur exécution reste limitée à 62 %. Le service de la dette, prévu à 12,8 Mds USD, s'est établi à 7,2 Mds USD, ce qui traduit un recours moindre à l'endettement que prévu.

Les dépenses d'investissement constituent le point faible de l'exécution budgétaire, avec seulement 19,5 Mds USD engagés sur les 42,3 Mds USD programmés, soit un taux d'exécution de 46 %. Cette contre-performance, similaire à celle observée en 2023 (48 % d'exécution), met en évidence les difficultés du pays à programmer et à mettre en œuvre des projets d'infrastructure ou des grands programmes de développement. Les lenteurs administratives, le flou réglementaire et les intérêts divergents au sein des différents ministères impliqués contribuent à cette sous-exécution chronique. Les dépenses d'investissement restent largement sous-dimensionnées par rapport aux besoins de reconstruction, de modernisation des infrastructures et de diversification de l'économie du pays.

3. Des recettes publiques fortement dépendantes des activités pétrolières

Les recettes totales ont atteint 108,3 Mds USD, représentant 95 % des prévisions (113,7 Mds USD). Cette performance repose quasi exclusivement sur les revenus pétroliers, qui se sont élevés à 98,1 Mds USD (91 % des recettes totales), exposant fortement l'économie irakienne aux variations des cours mondiaux du baril de pétrole. Les recettes hors hydrocarbures restent marginales (10,2 Mds USD, soit 49 % des prévisions), confirmant la faible mobilisation des ressources non pétrolières qui s'explique par plusieurs facteurs : prépondérance de l'économie informelle, corruption endémique, multiples exemptions (entreprises publiques, fonctionnaires), collecte des impôts et taxes peu numérisée et bancarisée.

4. Un déficit public inférieur aux prévisions, mais la dynamique d'endettement reste préoccupante

Le déficit public, initialement prévu à 49,3 Mds USD, s'est établi à 7,5 Mds USD du fait de la sous-exécution des dépenses. Ce résultat, bien qu'en apparence positif, ne traduit pas une consolidation budgétaire mais plutôt une incapacité à engager les crédits alloués. A court terme, cette situation réduit le recours à l'endettement et limite la pression sur les réserves de la Banque centrale. Cependant, elle compromet les objectifs du gouvernement en matière de modernisation des infrastructures et de soutien à la diversification économique. Selon le FMI, la dette publique pourrait augmenter de plus de 30 pp à moyen terme, passant de 47,2% du PIB en 2024 à 77,6% en 2030 en l'absence de réformes structurelles ambitieuses.

	Exécution budgétaire 2024 (en Md\$)	Tableaux budgétaires 2024 (en Md\$)	Exécution 2024 (en %)
Revenus pétroliers	98,1	92,7	105,8
Revenus non-pétroliers	10,2	21,0	48,6
Total revenus	108,3	113,7	95,3
Dépenses de fonctionnement	96,3	120,8	79,7
<i>dont salaires</i>	46,2	48,8	94,8
<i>dont subventions</i>	12,7	20,7	61,7
<i>dont sécurité sociale</i>	20,5	21,0	97,8
<i>dont charge de la dette</i>	7,2	12,8	55,9
Dépenses d'investissement	19,5	42,3	46,1
Total dépenses	115,8	163,0	71,0
Solde budgétaire	-7,5	-49,3	

Commentaires : L'exécution budgétaire 2024 confirme trois tendances majeures pour l'économie irakienne. Premièrement, la rigidité des dépenses, dominées par la masse salariale publique et les transferts sociaux, réduit les marges de manœuvre budgétaires de l'Etat pour les dépenses productives. Deuxièmement, la sous-exécution chronique des investissements traduit la faiblesse des capacités administratives et la persistance d'obstacles institutionnels qui freinent la réalisation de projets structurants. Enfin, la dépendance quasi exclusive aux recettes pétrolières rend le budget vulnérable aux chocs externes et constitue un risque pour la stabilité macroéconomique du pays.